

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Fourniture, conseil et pose de mobilier de bureau, de  
salles de réunion, d'espaces de convivialité, de sièges  
de bureau, visiteurs ou d'accueil, de mobilier  
pédagogique et d'espaces de vie étudiante**

---

N° du CCAP : 25FSA012

Coordonnateur du groupement de commandes

**Université Grenoble Alpes**  
1180 rue des universités  
CS 40700  
38400 Saint Martin d'Hères

Membres du groupement de commandes

**Institut Polytechnique de Grenoble**  
46 avenue Félix-Viallet  
38031 Grenoble

**Institut d'Etudes politiques de Grenoble**  
1030 rue des Universités  
38400 Saint-Martin-d'Hères

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 Groupement de commandes .....	4
1.3 - Décomposition du contrat .....	4
1.4 - Type d'accord-cadre .....	4
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	5
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
4 - Durée et délais d'exécution .....	6
4.1 - Durée du contrat .....	6
4.2 - Reconduction .....	6
4.3 - Clause de reconduction anticipée .....	6
4.4 - Délais d'exécution .....	6
5 - Prix .....	7
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	7
5.2 - Modalités de variation des prix .....	7
6 - Offre promotionnelle .....	8
7 - Equivalence de produits .....	8
8 - Garanties Financières .....	9
9 - Avance .....	9
9.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	9
9.2 - Garanties financières de l'avance .....	9
10 - Modalités de règlement des comptes .....	9
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	9
10.2 - Présentation des demandes de paiement .....	9
10.3 - Délai global de paiement .....	10
10.4 - Paiement des cotraitants .....	11
10.5 - Paiement des sous-traitants .....	11
11 - Conditions d'exécution des prestations .....	11
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	13
12.1 - Vérifications .....	13
12.2 - Décision après vérification .....	13
13 - Clauses environnementales .....	13
13.1 - Actions en faveur de l'intégration de matériaux issus du recyclage .....	13
13.2 - Composition des produits .....	14
13.3 - Réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de la qualité de l'air .....	14
14 - Garantie des prestations .....	14
15 - Réunion de démarrage et/ou de bilan .....	15
16 - Pénalités .....	16
16.1 - Pénalités de retard .....	16
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	16
16.3 - Pénalités pour non-respect des engagements pris par le titulaire dans son offre .....	16
16.4 - Pénalités pour manquement aux obligations environnementales .....	17
16.5 - Autres pénalités spécifiques .....	17
17 - Assurances .....	17
18 - Résiliation du contrat .....	17

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	17
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	18
19 - Règlement des litiges et langues .....	18
20 - Clauses complémentaires .....	18
21 - Dérogations .....	18

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : Fourniture, conseil et pose de mobilier de bureau, de salles et de réunion, d'espaces de convivialité, de sièges de bureau, visiteurs ou d'accueil, de mobilier pédagogique et d'espaces de vie étudiante.

Le présent accord-cadre a pour objet le conseil, la commande, la livraison, le montage, l'installation de mobilier de bureau, de salles et de réunion, d'espaces de convivialité, de sièges de bureau, visiteurs ou d'accueil, de mobilier pédagogique et d'espaces de vie étudiante.

L'équipement en mobilier spécifique pour amphithéâtres, bibliothèques et laboratoires n'est pas compris dans ce marché.

L'aménagement des locaux pourra faire l'objet d'une étude d'implantation du mobilier par le titulaire.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

## 1.2 Groupement de commandes

En application des dispositions de l'article L. 2113-6 du Code de la commande publique, les marchés sont passés en groupement de commandes constitué par l'Université Grenoble Alpes (coordinateur du groupement de commandes), l'Institut polytechnique de Grenoble et l'Institut d'études politiques de Grenoble.

Chaque membre du groupement de commande signe son propre acte d'engagement et le coordonnateur est chargé de notifier les marchés pour le compte de l'ensemble des membres du groupement de commandes.

Chaque membre du groupement de commandes s'engage à exécuter les marchés pour la part qui le concerne.

## 1.3 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lots	Désignation
1	Fourniture, conseil et pose de mobilier de bureau, de salle de réunion et d'espaces de convivialité
2	Fourniture, conseil et pose de sièges de bureau, visiteurs et d'accueil
3	Fourniture, conseil et pose de mobilier pédagogique et d'espaces de vie étudiante

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.4 - Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Pour chaque lot, le montant annuel maximum du présent accord-cadre est le suivant :

Lots	Désignation	Montant maximum HT
1	Fourniture, conseil et pose de mobilier de bureau, de salle de réunion et d'espaces de convivialité	UGA : 890 000 € INP-UGA : 150 000 € IEP-UGA : 54 000 €

2	Fourniture, conseil et pose de sièges de bureau, visiteurs et d'accueil	UGA : 360 000 € INP-UGA : 120 000 € IEP-UGA : 30 000 €
3	Fourniture, conseil et pose de mobilier pédagogique et d'espaces de vie étudiante	UGA : 320 000 € INP-UGA : 150 000 € IEP-UGA : 23 000 €

## 1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations et les coordonnées du service destinataire des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Le titulaire peut proposer un outil de commande en ligne afin d'offrir des solutions e-commerce rapides, fiables et parfaitement sécurisées.

Dans le cas d'une commande en ligne, le bon de commande (visé par la personne habilitée du pouvoir adjudicateur) fait référence au numéro de commande internet. De plus, l'outil de commande en ligne doit permettre d'intégrer le numéro du bon de commande du pouvoir adjudicateur.

L'utilisation de l'outil de commande en ligne peut être le mode de commande privilégié selon le pouvoir adjudicateur membre du groupement de commandes. Toutefois, le titulaire doit proposer à la demande du pouvoir adjudicateur un autre moyen d'émission des commandes (papier, courriel...).

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, propre à chaque membre du groupement de commande
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cadre de réponse du titulaire portant sur :
  - La valeur technique :
    - o organisation du service avant et après-vente et des modalités de suivi des livraisons
    - o durée et contenu de la garantie
  - Développement durable :
    - o démarche environnementale du titulaire pour l'exécution des prestations
    - o utilisation de matériaux recyclés
    - o packaging responsable
    - o performance environnementale des livraisons
- Le (ou les) catalogue(s) liés à l'objet du marché (adresse internet le cas échéant) et les tarifs publics des fabricants ou du titulaire pour les commandes hors BPU.

- Les fiches produits des mobiliers listés au BPU, indiquant le pourcentage de matériaux recyclé.

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par le pouvoir adjudicateur, ces dernières prévalent.

### 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### 4 - Durée et délais d'exécution

#### 4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter du 17 septembre 2025 (ou de la date de notification si celle-ci est postérieure).

#### 4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre (chaque membre du groupement de commande pourra décider de ne pas reconduire l'accord-cadre relatif à la partie des prestations qui lui est propre). Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

#### 4.3 - Clause de reconduction anticipée

Dans le cas où le montant maximum serait atteint avant le terme de la période considérée (période initiale et/ou de reconduction), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'informer par écrit le titulaire de la reconduction anticipée du marché. La durée maximale du marché sera ainsi réduite au prorata des mois anticipés. Le titulaire se verra notifier de la survenance de la reconduction anticipée.

#### 4.4 - Délais d'exécution

Le délai maximum de livraison (y compris montage et installation) est de quatre semaines à compter de la réception du bon de commande par le titulaire. Le pouvoir adjudicateur peut toutefois prévoir dans certaines commandes spécifiques un délai maximum de livraison plus long.

Lorsqu'un devis préalable est sollicité par le pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose d'un délai maximum de 72h pour remettre un devis.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Si le prestataire ne peut pas respecter les délais de livraison (y compris montage et installation) il doit en informer par écrit le pouvoir adjudicateur au plus tôt et avant l'expiration du délai maximum. Il doit également justifier de ce retard. Le pouvoir adjudicateur pourra accorder une prolongation du délai.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement (BPU et catalogue(s) fournisseur, au(x)quel(s) sera appliqué la remise prévue au bordereau des prix).

De manière générale les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu d'exécution, le montage, l'installation, le service après-vente, le conseil ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Le coût des études d'implantation du mobilier demandé par le pouvoir adjudicateur ne fait pas l'objet d'un prix spécifique et est donc compris dans les prix unitaires des fournitures.

Le tarif national d'éco-participation applicable est celui en vigueur à la date de passation de la commande.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 05/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés de manière annuelle par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
1	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010764262 (n) / 010764262 (o))$	Prix public catalogue
2	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010764262 (n) / 010764262 (o))$	Prix public catalogue
3	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010764262 (n) / 010764262 (o))$	Prix public catalogue

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
1	10764262	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français –CPF 31.01 – Meubles de bureau et de magasin

2	10764262	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français –CPF 31.01 – Meubles de bureau et de magasin
3	10764262	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français –CPF 31.01 – Meubles de bureau et de magasin

Cas de la disparition ou de modification d'un/des indices :

Dans le cas de la disparition de l'indice, un indice de substitution préconisé par l'organisme de publication sera de plein droit applicable sans avenant.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à faire parvenir sa demande au pouvoir adjudicateur, via l'adresse suivante : [service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr), avec un préavis d'au moins 30 jours avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Il joindra à sa demande le bordereau des prix modifié, ou au format tableur (Excel Calc) et indiquera la date d'entrée en vigueur de son tarif modifié, en tenant compte des clauses inscrites ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de son éventuel désaccord sur les informations transmises, ou pourra demander un complément (notamment des éléments justificatifs concernant l'évolution des prix).

Une non-réponse de la part du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 4 semaines, vaudra acceptation des conditions indiquées.

Les prix ainsi ajustés seront fermes et invariables pour toutes commandes passées pendant la période de validité concernée.

Les taux de remise inscrits au BPU du titulaire sont fermes et ne feront pas l'objet de révision.

## 6 - Offre promotionnelle

Le titulaire devra informer et faire bénéficier le pouvoir adjudicateur de façon ponctuelle, des offres promotionnelles lorsque les conditions de ces offres s'avèrent plus avantageuses que celles consenties dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur que les prix proposés n'excèdent pas ceux du tarif qu'il applique à l'ensemble de sa clientèle. Il indiquera la durée précise de la période promotionnelle. Après la période promotionnelle, s'appliquera de nouveau le prix figurant au BPU.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

## 7 - Equivalence de produits

En cas de rupture de stock ou d'autres événements de force majeure empêchant le titulaire de proposer les fournitures prévues au BPU, le titulaire devra proposer au pouvoir adjudicateur un produit comparable ou un produit au moins équivalent à celui commandé. Si le pouvoir adjudicateur accepte l'échange, il sera appliqué le prix le moins cher entre les deux références.

Ainsi, dans le cas de l'application du prix « BPU », le titulaire devra le mentionner explicitement sur la facture (ou dans un document qui sera annexé à la facture), afin d'expliquer que le produit de substitution n'apparaît pas avec une remise sur tarif public mais au prix BPU du produit qu'il remplace.



## 8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 10 - Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

La facturation doit correspondre au bon de commande (le cas échéant les réfections et les pénalités prévues au CCAP et appliquées par le pouvoir adjudicateur sont déduites de la facture) et sera émise après admission totale de la commande.

### 10.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement devront parvenir au membre du groupement de commande ayant émis le bon de commande via le portail de dématérialisation des factures électroniques : Chorus Pro.

En effet, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la

personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

Pour ce qui concerne l'Université Grenoble Alpes :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture  
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

Pour ce qui concerne l'Institut polytechnique de Grenoble :

- 1/ Le numéro d'identité du destinataire de la facture est le numéro de SIRET de l'Institut polytechnique de Grenoble : 193 819 125 00017
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

Pour ce qui concerne l'Institut d'études politiques de Grenoble :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture  
SIRET : 19380134700017
- 2/ Le code service : FACTURES\_FOURNISSEURS

### **10.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **10.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

#### **10.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **11 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, ou par tout autre moyen permettant d'assurer la preuve d'une date certaine, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

#### Lieux d'exécution :

Les livraisons s'effectueront essentiellement dans l'agglomération grenobloise, mais également dans les départements avoisinants. La liste non exhaustive des implantations géographiques des différents sites du pouvoir adjudicateur est indiqué à l'article 5 du CCTP.

#### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Le titulaire s'engage à limiter au maximum le nombre d'emballages (cartons, plastiques, papiers...) et autres moyens logistiques nécessaires (palettes, caissons...) à la bonne livraison du matériel, en optimisant leur encombrement (limitation du rapport volume/taille de l'emballage), tout en s'assurant de la préservation de l'intégrité de l'équipement commandé.

Il privilégiera l'utilisation d'emballages et moyens logistiques recyclés ou recyclables et réutilisables. En présence d'une clause de garantie au sein du cahier des clauses particulières, le titulaire veillera à utiliser impérativement un emballage réutilisable permettant, le cas échéant, de renvoyer le matériel.

Le titulaire mettra également tout en œuvre au moment de la livraison du matériel pour récupérer l'ensemble des emballages et moyens logistiques utilisés sauf lorsque le cahier des clauses particulières

prévoit une clause de garantie, dans ce cas, seuls les éléments non nécessaires au renvoi du matériel seront récupérés par le titulaire.

Le titulaire aura précisé ces éléments dans son offre, dans la rubrique « packaging responsable ».

Concernant le transport, l'attention du titulaire est attirée sur la réglementation relative à la Zone à Faibles Émissions (ZFE) mise en place dans la métropole grenobloise et qui vise à améliorer la qualité de l'air dans la métropole grenobloise en réservant l'accès à la circulation des véhicules utilitaires et poids lourds les moins polluants dans 27 communes de l'agglomération grenobloise dont Grenoble et le campus universitaire.

En date du mois de mars 2025, l'interdiction de stationnement et de circulation dans ces communes concerne les véhicules utilitaires et poids lourds Crit'Air 3, 4 et 5.

Afin d'obtenir plus de détails, le titulaire est invité à se rendre sur le site internet de Grenoble-Alpes-Métropole :

<https://www.grenoblealpesmetropole.fr/546-circuler-dans-la-zone-a-faibles-emissions-zfe.htm>

#### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

- Le titulaire du marché s'engage à livrer, à monter et à installer les fournitures à ses frais et selon ses propres moyens et à effectuer la reprise des emballages.
- La livraison des commandes doit être effectuée aux dates, plages horaires et lieux (adresse, étage, bureau, avec ou sans ascenseurs) figurant sur le bon de commande. Le titulaire contacte le service destinataire (nom du contact et coordonnées figurant sur le bon de commande) pour déterminer l'heure de livraison.

Le titulaire informera le service à l'origine de la commande une semaine avant date de livraison.

- La livraison doit être constatée par la signature d'un double du bon de livraison,
- Toutes les fournitures commandées seront livrées avec une notice de montage rédigée en français.

Le bon de livraison mentionnera :

- le nom du titulaire du marché et son adresse ;
- la date de livraison ;
- la référence de la commande ;
- les quantités livrées.

Les modalités de suivi des livraisons sont précisées dans l'offre du titulaire.

#### Mesures d'hygiène et de sécurité à respecter en cas d'intervention sur site :

Toute personne (titulaire, cotraitant, sous-traitant, livreur...) intervenant en cours d'exécution du contrat notamment lors de la livraison du matériel, de l'installation, de la formation du personnel ou encore du fait de l'exécution des clauses de garantie ou de maintenance doit respecter les préconisations sanitaires gouvernementales applicables au moment de l'exécution des prestations.

Par ailleurs, toutes les mesures sanitaires complémentaires qui seraient imposées par le pouvoir adjudicateur devront impérativement être respectées par les personnes citées ci-dessus, notamment le port du masque et de gants lorsque ceux-ci sont rendus obligatoires par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est invité à contacter le représentant du pouvoir adjudicateur avant de se rendre dans les locaux au titre de l'exécution du marché afin de connaître les éventuelles mesures sanitaires complémentaires exigées par l'Université.

En cas de non-respect des préconisations et mesures sanitaires mentionnées ci-dessus, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser l'accès à ses locaux ou d'exiger que ceux-ci quittent les locaux sans délai. Tout frais supplémentaire qui en découlera (ex : durée de stockage supplémentaire, déplacement, hébergement...) sera exclusivement supporté par le titulaire.

## 12 - Constatation de l'exécution des prestations

### 12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées, par le service à l'origine de la commande ou l'agent bénéficiaire, dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS, à l'exception de la présence du titulaire, par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.2 alinéa 2, ces opérations de vérifications seront effectuées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date d'installation du mobilier.

### 12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision, dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS, hormis pour le délai d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est de 30 jours maximum à compter de la date d'installation du mobilier, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

Pendant la période de vérification le titulaire s'engage, sur demande des services des membres du groupement ayant passé la commande, à venir retirer, sans frais, dans un délai de 15 jours les fournitures défectueuses, les erreurs de matériels livrés (erreur du prestataire) et livrer un nouveau matériel (échange) ou le matériel manquant (commande incomplète).

## 13 - Clauses environnementales

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable sont mentionnés à l'article 3 du Cahier des Clauses Techniques Particulières, ainsi que dans le présent document au sein des clauses ci-dessous.

### 13.1 - Actions en faveur de l'intégration de matériaux issus du recyclage

Le pouvoir adjudicateur n'est pas soumis à l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 dite « AGECE », mais souhaite tout de même s'en inspirer. C'est pourquoi, afin de limiter le gaspillage et favoriser l'économie circulaire, le titulaire contribue au respect des proportions minimales d'achat de biens issus de l'économie circulaire, fixées dans le décret d'application de l'article 58 de la loi précitée, en ce qui concerne l'intégration de matières recyclées.

Dans le cadre du présent contrat, le pouvoir adjudicateur fixe les objectifs suivants :

Les bureaux, tables et caissons devront impérativement être composés de matériaux intégrant des matières recyclées, à hauteur de 20% minimum (voir CCTP). Ces taux constituent des seuils minimums qui peuvent être dépassés.

Les pourcentages de matériaux recyclés figurent dans le BPU du titulaire.

Un suivi des achats de biens issus de l'économie circulaire est effectué pendant l'année civile par le pouvoir adjudicateur. A ce titre, le titulaire de l'accord-cadre doit transmettre au pouvoir adjudicateur, au plus tard dans le mois suivant la fin de l'année civile, la liste de ses produits concernés par le dispositif du décret précité. Cette liste précise, pour chaque produit, le pourcentage de biens intégrant des matières recyclées.

## 13.2 - Composition des produits

Le titulaire s'engage en faveur d'une composition respectueuse de l'environnement des produits utilisés dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le mobilier fourni doit être fabriqué dans une démarche visant à limiter son impact environnemental, en réduisant notamment la pollution chimique liée à la production, l'usinage des pièces plastiques et métalliques, ainsi que l'utilisation de substances dangereuses (colles, peintures, vernis). De plus, le titulaire doit veiller à ce que le mobilier fourni soit peu émissif (en COV notamment) et ne nuise pas à la qualité de l'air (Cf. article 3 du CCTP).

Pour le respect de cet engagement, le titulaire tient à la disposition du pouvoir adjudicateur durant toute la durée du contrat les éléments attestant de la composition des produits qu'il utilise (fiche technique, tableau de composition ou tout autre élément probant).

## 13.3 - Réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de la qualité de l'air

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, le pouvoir adjudicateur concourt à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.

Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et à utiliser rationnellement l'énergie.

Par ailleurs, la protection de l'atmosphère intègre la prévention de la pollution de l'air et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. C'est pourquoi, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'engage en faveur de cette action en limitant ses émissions de gaz à effet de serre.

Le titulaire doit préciser et respecter les modes de livraison utilisés, garantissant une logistique respectueuse de l'environnement depuis le lieu de production jusqu'au lieu d'utilisation. Le titulaire doit optimiser les livraisons pour réduire leur fréquence et limiter les émissions de gaz à effet de serre associées. Il doit utiliser une flotte de véhicules adaptés à ce qui est transporté et, si possible, à faibles émissions.

Pour l'application de ces stipulations, le titulaire établit un rapport afin d'identifier les émissions de gaz à effet de serre induites par l'exécution de l'accord-cadre. Ce rapport fait apparaître les principaux postes émetteurs et leurs proportions respectives.

Un bilan des émissions de gaz à effet de serre est fourni par le titulaire au plus tard à la fin de son premier exercice. Il met en évidence des stratégies de réduction des émissions et il est assorti d'un plan d'actions présenté au pouvoir adjudicateur. Le titulaire met en place un système de collecte des informations nécessaires à la réalisation de ce bilan détaillé.

## 14 - Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale selon le tableau ci-dessous, et dont le point de départ est la date d'admission des fournitures. Le titulaire peut avoir proposé une durée de garantie supérieure dans son offre.

Dans le but de conserver les mobiliers plus longtemps, afin de réaliser des économies budgétaires, mais également dans une démarche d'achat respectueuse de l'environnement, les durées minimales de garantie pour chaque "famille" de fourniture prévue au CCTP sont les suivantes :

<b>Pour le lot 1 - Fourniture, conseil et pose de mobilier de bureau, de salles de réunion et d'espaces de convivialité :</b>	
Plans et tables de travail :	10 ans
Caissons :	10 ans
Rangements :	10 ans
Tables de réunion :	10 ans
Tables de convivialité :	10 ans
Accessoires de bureaux :	3 ans
Mobilier acoustique :	10 ans

<b>Pour le lot 2 - Fourniture, conseil et pose de sièges de bureau, visiteurs et d'accueil :</b>	
Siège de bureau :	8 ans
Sièges visiteurs :	8 ans
Sièges d'accueil :	8 ans

<b>Pour le lot 3 - Fourniture, conseil et pose de mobilier pédagogique et d'espaces de vie étudiante :</b>	
Tables d'espaces pédagogiques et d'espaces de vie étudiante :	10 ans
Sièges :	8 ans
Tableaux :	10 ans
Armoires :	10 ans

Dans le cadre d'une intervention durant la période minimale de garantie, les composants doivent être interchangeables sur site et un éclaté technique doit impérativement être remis.

Le titulaire doit pouvoir fournir des pièces de rechange d'origine ou équivalentes durant la période de garantie. Par ailleurs, le titulaire doit être en mesure de réaliser, ou faire réaliser, la réparation du mobilier et des équipements.

Le déplacement, la main d'œuvre et le changement de la pièce défectueuse sont à la charge du titulaire. Il est impératif que le titulaire soit l'unique intermédiaire du pouvoir adjudicateur lors des réclamations pour la mise en œuvre du service après-vente.

Le contenu de la garantie et les modalités du service après-vente est précisé dans l'offre du titulaire.

Si le titulaire propose une durée de garantie supérieure à la durée minimale dans son offre, cette dernière précise le contenu de la garantie supérieure à la durée minimale et les modalités du service après-vente.

## 15 - Réunion de démarrage et/ou de bilan

Dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre, une réunion de lancement pourra avoir lieu entre les représentants du titulaire et les représentants du pouvoir adjudicateur. Cette réunion se tiendra dans les locaux du pouvoir adjudicateur ou en visioconférence.

Cette réunion portera notamment sur la présentation des particularités et le fonctionnement de la facturation du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de contacter le titulaire en amont de la tenue de la réunion, pour identifier de nouveaux points à l'ordre du jour.

L'ordre du jour sera établi par le pouvoir adjudicateur et adressé au titulaire à l'appui de la confirmation de la convocation. Le titulaire pourra alors proposer en retour des sujets à ajouter.

Par ailleurs, s'il l'estime nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'organiser une réunion annuelle de bilan avec le titulaire, permettant de faire le point sur le fonctionnement de l'accord-cadre.

Ces réunions n'entraînent aucun surcoût pour le pouvoir adjudicateur.

## 16 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS le montant total des pénalités est plafonné à 20,00 % du montant du bon de commande.

### 16.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard ci-dessous sont appliquées sans mise en demeure préalable. (Voir également l'article 10.1 du présent CCAP).

Lorsque le délai de 72h pour la **production du devis** sollicité par le pouvoir adjudicateur est dépassé, ce dernier se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 30 € par jour de retard constaté dans la **production du devis** sans justification vérifiable.

Lorsque le **délai contractuel de livraison** est dépassé (cf. article 4.4 du CCAP), par le fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité fixée à 10% du montant de la commande par jour de retard.

Lorsque le **délai contractuel de reprise des fournitures refusées** est dépassé (cf. article 12.2 du CCAP), par le fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité fixée à 15 € par jour de retard.

Lorsque le **délai contractuel d'intervention dans le cadre du service après-vente** est dépassé (cf. article 14 du CCAP et offre du titulaire), par le fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité fixée à 30 € par jour de retard.

Lorsque le **délai contractuel de remise de l'étude d'implantation** est dépassé (cf. article 4 du CCTP), par le fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité fixée à 30 € par jour de retard.

Lorsque le **délai contractuel de remise de l'état statistique des commandes** est dépassé (cf. article 4 du CCTP), par le fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité fixée à 150 € par semaine de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

### 16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 16.3 - Pénalités pour non-respect des engagements pris par le titulaire dans son offre

En cas de non-respect des engagements pris par le titulaire dans son offre concernant, les modalités de suivi des livraisons, le packaging responsable et les performances environnementales des livraisons, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

Pénalités	Précisions
Non-respect de ses engagements en matière de modalités de suivi de livraison	En cas de non-respect des engagements pris par le titulaire dans son offre et mentionné ci-contre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire égale à 50 € par manquement constaté.
Non-respect de ses engagements en matière de packaging responsable	En cas de non-respect des engagements pris par le titulaire dans son offre et mentionné ci-contre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire égale à 50 € par manquement



	constaté.
Non-respect de ses engagements relatifs aux performances environnementales des livraisons	En cas de non-respect des engagements pris par le titulaire dans son offre et mentionné ci-contre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire égale à 50 € par manquement constaté.

## 16.4 - Pénalités pour manquement aux obligations environnementales

Pénalités	Précisions
Non-respect des clauses environnementales (article 3 du CCTP et 13 du CCAP)	En cas de non-respect des exigences fixées au CCTP et au présent CCAP, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € par manquement constaté, par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-FCS.

## 16.5 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'erreur constatée lors de la livraison ou du montage, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € par erreurs constatées.

# 17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

# 18 - Résiliation du contrat

## 18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Chaque membre du groupement de commande pourra résilier l'accord-cadre relatif à la partie des prestations qui lui est propre.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## 18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## 20 - Clauses complémentaires

### Clause dérogatoire au principe d'exclusivité

Pour des besoins occasionnels de faible montant, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 2 % du montant annuel commandé dans le cadre de l'accord-cadre, pour les commandes concernant l'UGA.

S'agissant des commandes de l'Institut Polytechnique de Grenoble et de l'Institut d'études politiques de Grenoble ce montant ne doit pas dépasser 5%.

## 21 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 et 28.2 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 33.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 16.4 du CCAP déroge à l'article 16.2.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021